Institut sur la retraite et l'épargne
HEC MONTRÉAL

Les effets de la crise sanitaire sur la santé financière des Québécois

Philippe d'Astous
Professeur Adjoint
Département de Finance
philippe.dastous@hec.ca

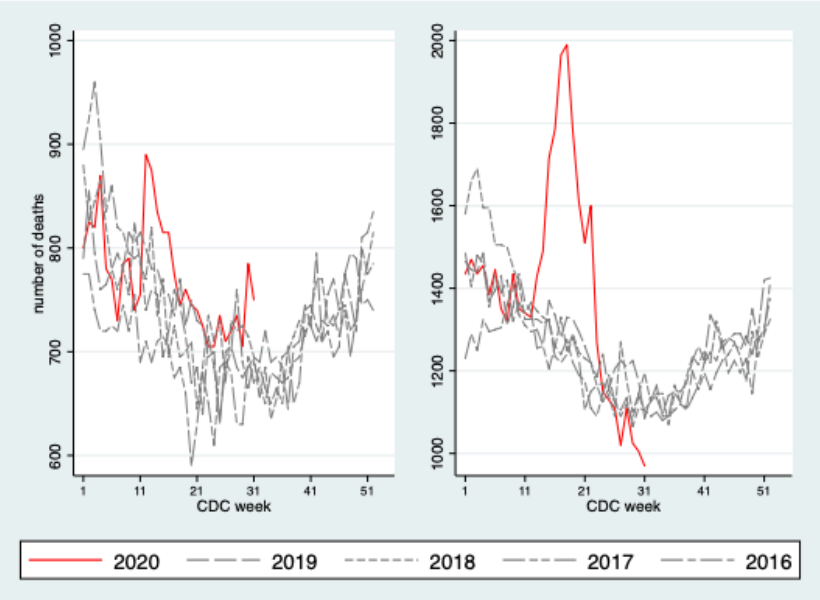
Marc Migneault
Avocat
Office de la protection du consommateur
marc.migneault@opc.gouv.qc.ca

Avertissement

- Le présent document ne constitue pas le texte de la loi ou du règlement. Il ne constitue pas non plus une opinion juridique. Il a été conçu pour des fins de formation et de vulgarisation.

Principal fait marquant : les décès

Figure 7 Historical Data on Weekly Mortality for Quebec and British Columbia

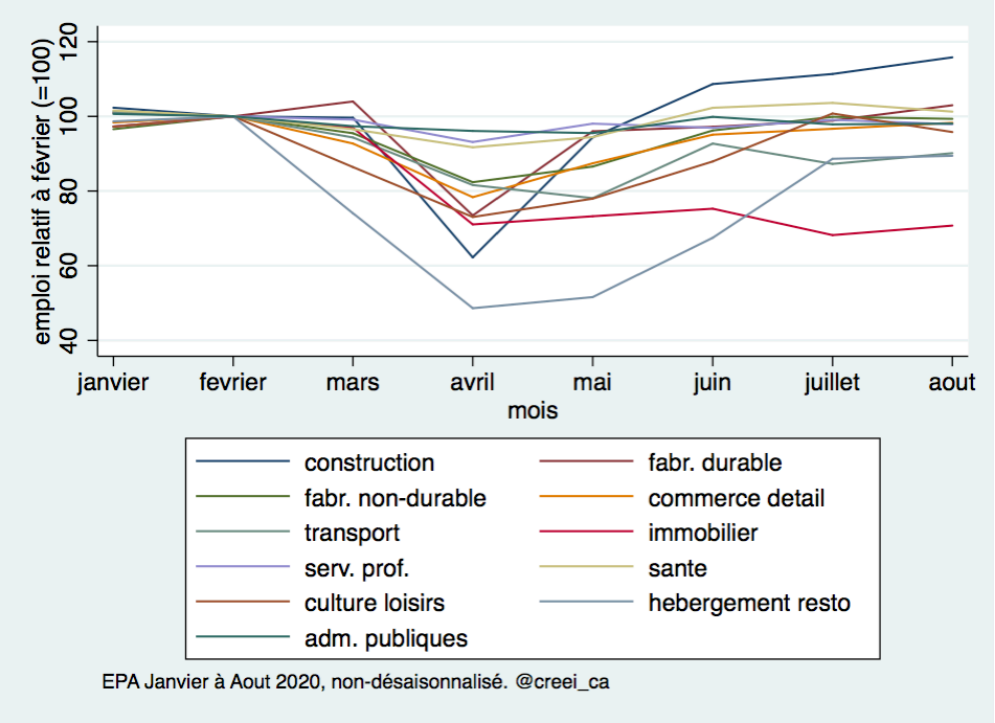


Source: CVSD data. The left-panel shows data for British Columbia while the right panel shows data for Quebec.

- Plus de 6000 décès en excès; 70 000 personnes sont mortes en 2019. Jusqu'à l'été, on comptait bien les décès COVID au QC.
- Cas de COVID : >15k par million au Québec, plus élevé qu'au Canada (8,3k) mais moins que France (32k), États-Unis (36k)
- >90% des décès chez les 70 ans+.

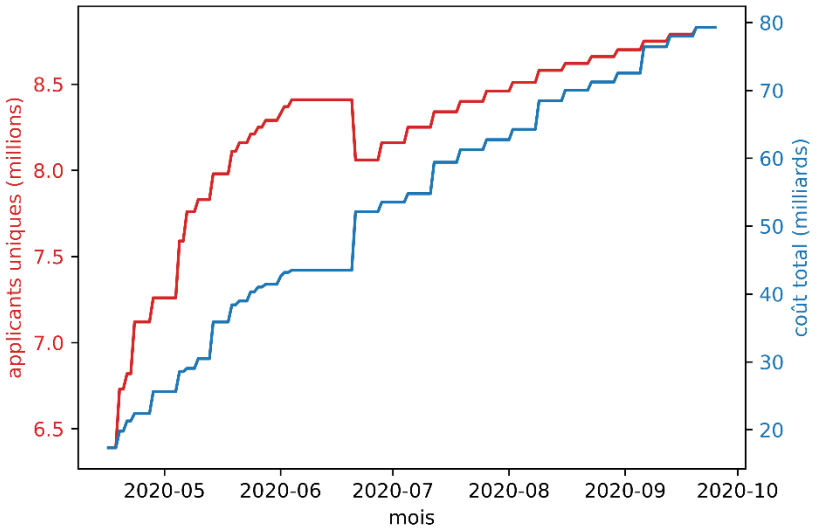
Source : Décarie, Y. et Michaud, P.C. (2020), « Counting the Dead: COVID-19 and Mortality in Québec and British Columbia », cahier CREEi 20-08.

1er fait économique marquant : L'emploi



- Au Québec, baisse de 17% en avril 2020 (par rapport à février); 367 000 nouveaux chômeurs.
- Chute plus forte au Québec, mais retour plus rapide qu'ailleurs au Canada; au Canada, emploi de retour en août à -3% du niveau de février.
- Impact très variable d'un secteur à l'autre.
- ~1/3 des sans-emploi restants semblent être de long terme (>6 mois).

2e fait économique marquant : Une aide historique

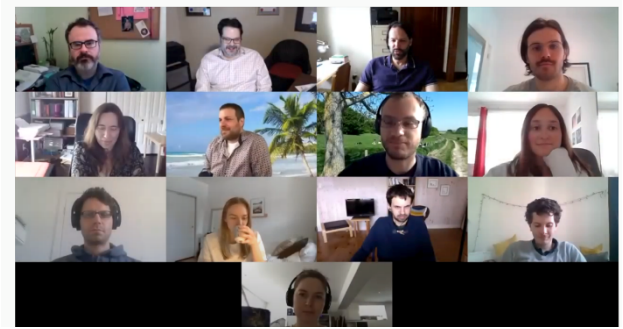


Source : Données fournie par Emploi et Développement social Canada et compilées par Jennifer Robson, U Carleton.

- Le gouvernement fédéral a mis en place la Prestation canadienne d'urgence (PCU) au début avril, approche différente de celle adoptée ailleurs.
- En temps normal, 250 000 demandes par mois à l'assurance emploi.
- Près de 6,5M demandes uniques en avril 2020 (près de 9M en tout).
- À terme, coût de près de 80 G$ → Pour comparaison : Sécurité de la vieillesse = 53,4 G$ en 2019.

Les questions posées par nos équipes

- Quel a été l'impact du confinement sur les finances personnelles des ménages?
- Quelle a été l'incidence la PCU sur les revenus et les effets sur le travail?
- Quels seront les impacts de la pandémie sur les finances publiques?



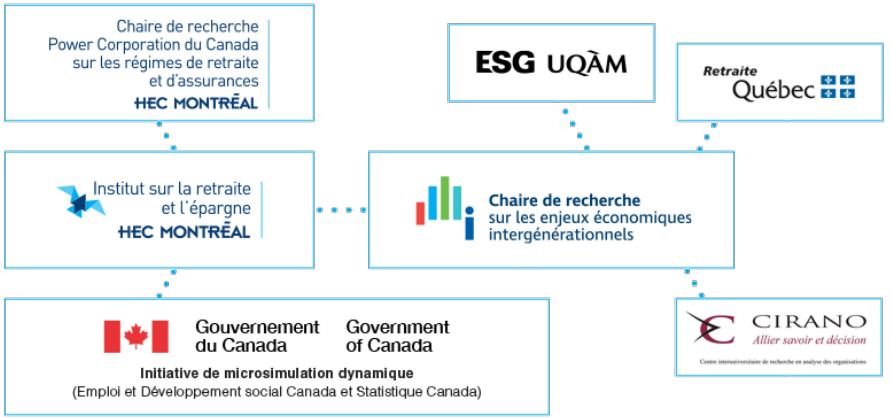
CIRANO
Allier savoir et décision

Chaire de recherche
sur les enjeux économiques
intergénérationnels

L'Institut sur la retraite et l'épargne

Promouvoir la recherche de pointe visant à mieux comprendre les enjeux reliés à la retraite, à l'épargne et à l'assurance.

1. Favoriser la mise en place d'une masse critique de chercheurs sur l'épargne et la retraite, dans plusieurs disciplines et domaines représentés à HEC Montréal;
2. Soutenir le recrutement à HEC Montréal de professeurs-chercheurs de calibre mondial;
3. Assurer l'organisation d'événements thématiques de niveau international;
4. Appuyer la diffusion et le transfert des résultats de la recherche sur les thèmes de la retraite et de l'épargne.



IMPACTS SUR LES FINANCES PERSONNELLES

Le confinement et les finances personnelles

- Mise en place rapide d'une enquête à grande échelle avec *Asking Canadians*
- L'enquête visait les résidents du Québec âgés de 25 à 64 ans → 3 009 répondants ont complété le questionnaire entre le 8 et le 20 mai 2020

- L'enquête visait trois objectifs :
  - Connaître l'état des finances personnelles avant la pandémie
  - Comprendre comment les ménages ont été affectés par le confinement et comment ils se sont ajustés
  - Comprendre les anticipations des ménages envers le futur

- De courts articles ont été publiés rapidement, début juin, et un article a paru dans *Analyse de politiques / Canadian Public Policy*; d'autres paraitront plus tard

- Questionnaire et données en libre-accès sur Dataverse (voir ire.hec.ca/enquetesweb/)

Bilan financier avant la pandémie

Changement emploi chef du ménage déc.19-avr.20?	Oui	Non	Différence
Revenu avant impôt (m)	8 158$	7 980$	178$
Dépenses (m)	4 360$	3 722$	638$**
Solde REER	51 568$	64 249$	-12 681$**
Solde CELI	10 553$	15 266$	-4 713$**
Autre épargne enregistrée	5 842$	6 387$	-545$
Autre épargne	18 302$	26 196$	-7 893$**
Total épargne financière	85 709$	111 124$	-25 416$**
Épargne: plus de 3 mois de dépenses	55,9%	58,4%	-2,5p.p.
Épargne: moins d'un mois de dépenses	37,3%	34,7%	2,6p.p.
Propriétaire	64,8%	64,8%	--
Valeur maison	303 572$	311 347$	-7 774$
Hypothèque	108 261$	100 987$	7 274$
Cartes crédit	5 694$	4 674$	1 021$*
Autres dettes	18 803$	17 903$	890$
Dettes en % du revenu	170%	179$	-9p.p

Source : Enquête IRE-CREEi-CIRANO de mai 2020. Statistiques pondérées selon le recensement de 2016. Statistiques selon la présence d'au moins un membre de la famille pour lequel le statut d'emploi a changé en raison de la pandémie.

Bilan financier avant la pandémie

Changement emploi chef du ménage déc.19-avr.20?	Oui	Non	Différence
Revenu avant impôt (m)	8 158$	7 980$	178$
Dépenses (m)	4 360$	3 722$	638$**
Solde REER	51 568$	64 249$	-12 681$**
Solde CELI	10 553$	15 266$	-4 713$**
Autre épargne enregistrée	5 842$	6 387$	-545$
Autre épargne	18 302$	26 196$	-7 893$**
Total épargne financière	85 709$	111 124$	-25 416$**
Épargne: plus de 3 mois de dépenses	55,9%	58,4%	-2,5p.p.
Épargne: moins d'un mois de dépenses	37,3%	34,7%	2,6p.p.
Propriétaire	64,8%	64,8%	--
Valeur maison	303 572$	311 347$	-7 774$
Hypothèque	108 261$	100 987$	7 274$
Cartes crédit	5 694$	4 674$	1 021$*
Autres dettes	18 803$	17 903$	890$
Dettes en % du revenu	170%	179$	-9p.p

Source : Enquête IRE-CREEi-CIRANO de mai 2020. Statistiques pondérées selon le recensement de 2016. Statistiques selon la présence d'au moins un membre de la famille pour lequel le statut d'emploi a changé en raison de la pandémie.

Les ajustements

	Référence	Effet perte d'emploi
Dépenses	-0,043	-0,042 **
REER ($, cotisation nette)	835$	-539$
CELI ($, cotisation nette)	470$	-622$ **
Autre épargne enregistrée ($)	1 970$	-3 474$
Autre épargne ($)	470$	-691$
Reporté paiement hypothécaire	0,092	0,136 **
Manqué paiement hypothécaire	0,048	0,020
Reporté paiement carte crédit	0,167	0,126 **
Manqué paiement carte de crédit	0,082	0,061 **
Reporté paiement autres dettes	0,152	0,135 **
Manqué paiement autres dettes	0,033	0,016
Demandé PCU	0,040	0,392 **

Source : Enquête IRE-CREEi-CIRANO de mai 2020. Statistiques pondérées selon le recensement de 2016. La première colonne rapporte la moyenne de chacun des ajustements chez ceux n'ayant pas connu de changement de statut d'emploi. La deuxième colonne rapporte l'effet d'un changement de statut d'emploi en ajustant par régression linéaire pour plusieurs caractéristiques : l'âge, le sexe, le décile de revenu ainsi que l'industrie.

Les ajustements

	Référence	Effet perte d'emploi
Dépenses	-0,043	-0,042 **
REER ($, cotisation nette)	835$	-539$
CELI ($, cotisation nette)	470$	-622$ **
Autre épargne enregistrée ($)	1 970$	-3 474$
Autre épargne ($)	470$	-691$
Reporté paiement hypothécaire	0,092	0,136 **
Manqué paiement hypothécaire	0,048	0,020
Reporté paiement carte crédit	0,167	0,126 **
Manqué paiement carte de crédit	0,082	0,061 **
Reporté paiement autres dettes	0,152	0,135 **
Manqué paiement autres dettes	0,033	0,016
Demandé PCU	0,040	0,392 **

Source : Enquête IRE-CREEi-CIRANO de mai 2020. Statistiques pondérées selon le recensement de 2016. La première colonne rapporte la moyenne de chacun des ajustements chez ceux n'ayant pas connu de changement de statut d'emploi. La deuxième colonne rapporte l'effet d'un changement de statut d'emploi en ajustant par régression linéaire pour plusieurs caractéristiques : l'âge, le sexe, le décile de revenu ainsi que l'industrie.

Reports de versements et dossier de crédit

- Les reports de versements semblent susceptibles d'être rapportés au dossier de crédit.

  Voir notamment : La PRESSE CANADIENNE, « L'impact des reports de paiements sur les dossiers de crédit », Les affaires, le 18 août 2020

  (https://www.lesaffaires.com/mes-finances/fiscalite/l-impact-des-reports-de-paiements-sur-les-dossiers-de-credit/619342)

Reports de versements et frais

- Les reports de versements peuvent entrainer des frais de crédit selon le taux de crédit divulgué au contrat de crédit (72 LPC) ou des frais d'intérêt si une stipulation d'un contrat autre qu'un contrat de crédit le prévoit (13 LPC), notamment dans le cas d'un contrat de louage à long terme avec option d'achat.

  Aucuns autres frais ne peuvent être exigés

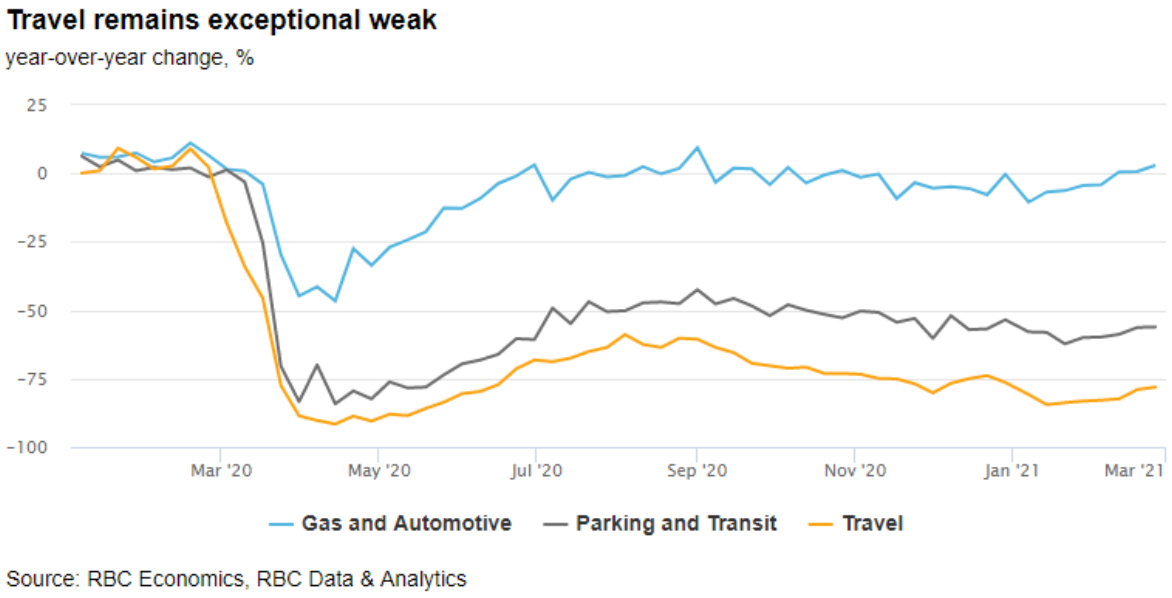
  (13, 92 LPC, voir notamment *Québec (Procureur général)* c. *Location de meubles Lavigueur inc.*, J.E. 92-778 (C.S.) et *Service aux marchands détaillants ltée* c. *Option consommateurs*, EYB 2006-110338 (C.A.)).

Reports de versements et frais

- Les frais ne peuvent être lésionnaires, objectivement ou subjectivement (8 LPC, voir notamment *Gareau auto inc.* c. *Banque canadienne impériale de commerce*, [1989] R.J.Q. 1091 (C.A.))

Ajustements consommation

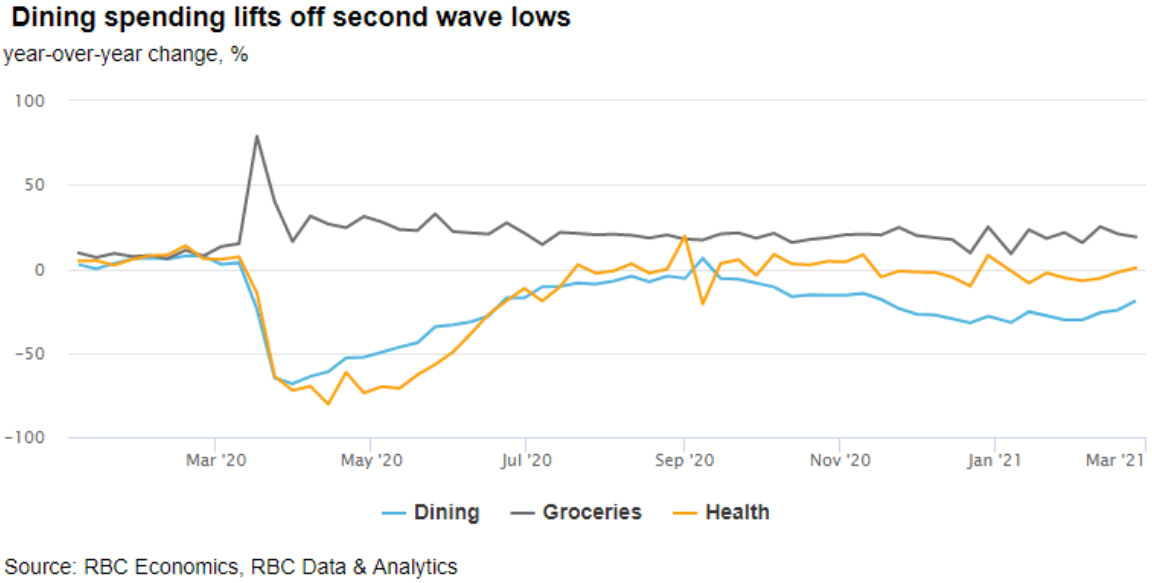
- RBC utilise ses données micro de clients pour suivre la consommation
  Source: Covid Spending Tracker https://thoughtleadership.rbc.com/covid-consumer-spending-tracker



Source: RBC Economics, RBC Data & Analytics

Ajustements consommation

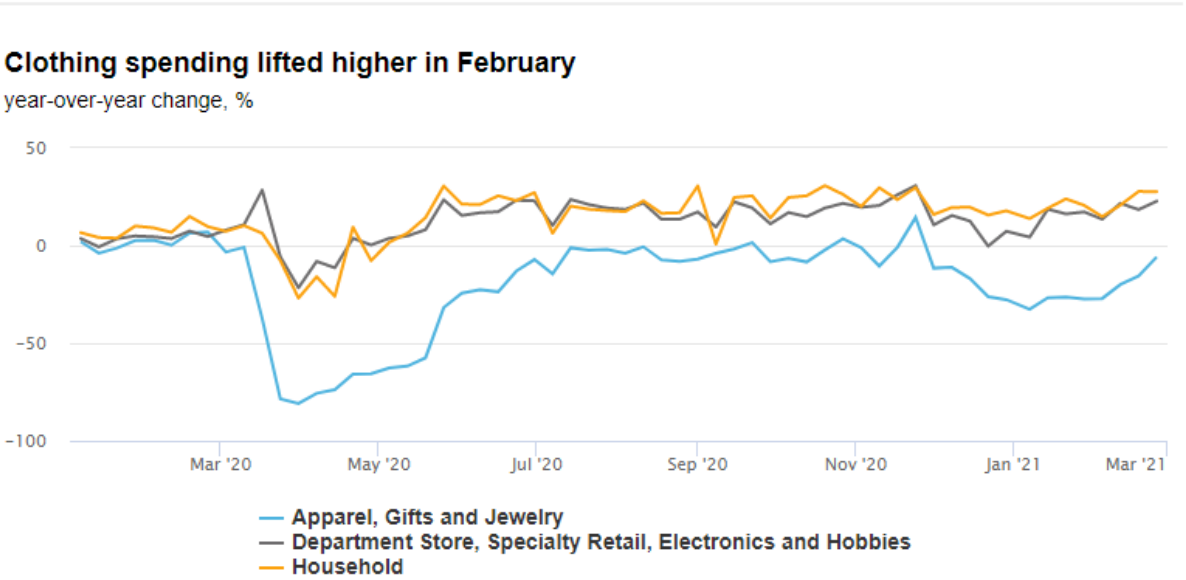
- RBC utilise ses données micro de clients pour suivre la consommation
  Source: Covid Spending Tracker https://thoughtleadership.rbc.com/covid-consumer-spending-tracker



Source: RBC Economics, RBC Data & Analytics

Ajustements consommation

- RBC utilise ses données micro de clients pour suivre la consommation
  Source: Covid Spending Tracker https://thoughtleadership.rbc.com/covid-consumer-spending-tracker



Achat en ligne, surconsommation et crédit

- L'augmentation de la consommation en ligne pourrait favoriser l'achat compulsif, notamment à crédit.

  Voir notamment: Stéphanie GRAMMOND, « Vos bobettes en quatre versements égaux », La Presse, le 10 janvier 2021

  (https://www.lapresse.ca/affaires/finances-personnelles/2021-01-10/vos-bobettes-en-quatre-versements-egaux.php)

Paiement d’un contrat conclu à distance

- Le commerçant qui conclut un contrat à distance ne peut percevoir ou offrir de percevoir un paiement l’avance, à moins qu’il ne s’agisse d’un paiement par carte de crédit (54.3 et 54.14 LPC).

Exigence d’un permis

- Doit être titulaire d’un permis:

- Le commerçant qui conclut un contrat de prêt d’argent régis par la LPC

- Le commerçant qui conclut un contrat de crédit à coût élevé

(art. 321 LPC)

Contrat dans un écrit conforme à la LPC

- Doivent être constatés dans un écrit conforme à la LPC :

- Le contrat conclu à distance (54.6)
- Les contrats de crédit (80, 115, 125, 134 et 150 LPC)
- Le contrat de location à long terme avec option d'achat (150.4)

Pratiques de commerce

- ***219.*** *Aucun commerçant, fabricant ou publicitaire ne peut, par quelque moyen que ce soit, faire une représentation fausse ou trompeuse à un consommateur.*

- ***228.*** *Aucun commerçant, fabricant ou publicitaire ne peut, dans une représentation qu'il fait à un consommateur, passer sous silence un fait important.*

Remèdes

- Le non respect de l'une ou l'autre des règles mentionnées ci-dessus, peut faire l'objet d'un recours civil en vertu, selon le cas, des articles :

  - 271 (vice de forme, etc), présomption simple de préjudice
  - 272 (vice de fond), présomption absolue de préjudice, panoplie de remèdes dont dommages-intérêts punitifs
  - 322: nullité du contrat pour absence de permis ou suppression des frais de crédit d'un contrat de prêt d'argent

Sanction pénale

- Absence de permis ou pratiques de commerce (219, 228)

  Par chef d'accusation : amende de 2 000 $ à 100 000 $ pour une personne morale, de 600 $ à 15 000 $ pour une personne physique (277, 278, 282 LPC)

- Autres infractions ci-dessus

  Par chef d'accusation : amende de 1 000 $ à 40 000 $ pour une personne morale, de 600 $ à 6 000 $ pour une personne physique (277, 279, 282 LPC)

Sanction administrative

- Le titulaire de permis peut voir son permis suspendu ou annulé s'il (329 LPC) :
  - cesse de satisfaire aux exigences que la LPC prescrit pour la délivrance d'un permis
  - ne peut assurer, dans l'intérêt public, l'exercice honnête et compétent de ses activités commerciales

Injonction

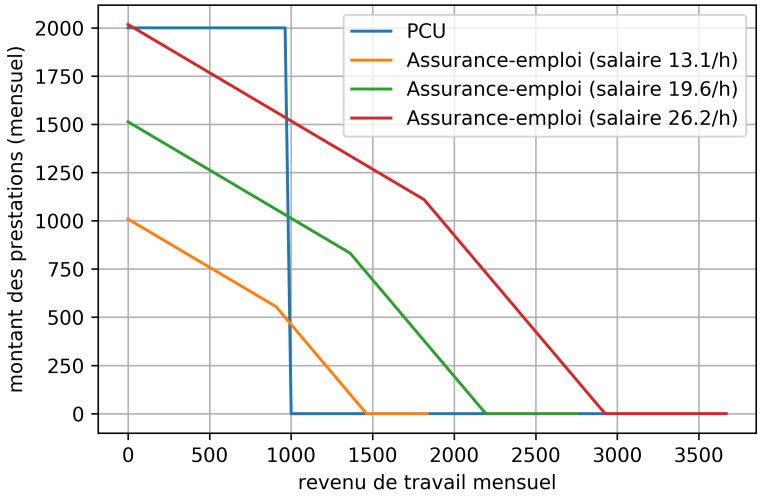
- Le président peut demander au tribunal une injonction ordonnant à un commerçant de ne plus se livrer à une activité sans être titulaire du permis requis par la LPC ou par une autre loi dont l'Office est chargé de surveiller l'application (316 LPC).

Assurance et incitations

LA PRESTATION CANADIENNE D'URGENCE

Quelles sont les différences entre la PCU et l'assurance-emploi?

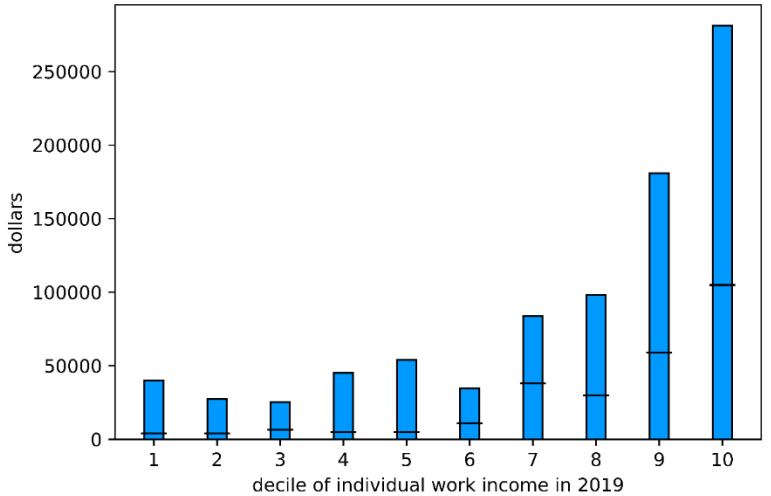
- L'admissibilité à l'AE était beaucoup plus stricte (critères régionaux)
- La PCU disparaît abruptement à 1000$ de revenu de travail mensuel
- La PCU est beaucoup plus généreuse pour ceux ne travaillant pas en la recevant



Source : Boisclair et al. *Effets de la pandémie et des mesures de soutien sur l'impôt des particuliers au Québec et au Canada*, CIRANO Perspectives 2020PE-12.

PCU et épargne

- Montant moyen d'épargne détenu par les demandeurs de la PCU, selon décile de revenu 2019, était parfois élevé.
- De ceux qui recevaient la PCU en avril, 54,6% avaient un montant équivalent à 16 semaines de PCU en épargne.
- 25% des répondants, ou 1/3-1/2 de ceux ayant un REER, auraient été disposés à retirer une somme de leur REER (en moyenne 8200$) si on leur avait accordé une franchise d'impôts définitive sur des retraits allant jusqu'à 10 000$.
- Effet sur l'emploi?



Notes: We first order respondents by the decile of their individual work income (earnings) in 2019. We then compute the average and median savings (indicated by the black horizontal lines) for respondents receiving CERB within each decile. Those statistics are weighted using weights produced using the 2016 Census PUMF.
Source : Enquête IRE-CREEi-CIRANO de mai 2020. Statistiques pondérées selon le recensement de 2016.

Merci!

Équipe IRE et remerciements

- Les personnes suivantes de l'équipe qui ont collaboré et mis de côté d'autres projets depuis avril 2020 :

  Pierre-Carl Michaud et Bertrand Achou, Lee Boyle, Yann Décarie, Raquel Fonseca, Franca Glenzer, François Laliberté-Auger, Pierre-Carl Michaud, Julien Navaux, Gäelle Simard-Duplain, Pierre-Yves Yanni

- À Me Geneviève Duchesne, avocate à l'OPC pour ses précieux commentaires…

Effets sur l'emploi?

- Difficile d'identifier le bon contrefactuel (*ce qui serait arrivé sans…*)
  - Demande de travailleurs est différente des années passées
  - Peu de données sur qui reçoit la PCU
  - La décision de demander la PCU est endogène

- Littérature tant sur chômage, que programmes sociaux, suggèrent un effet de comportement

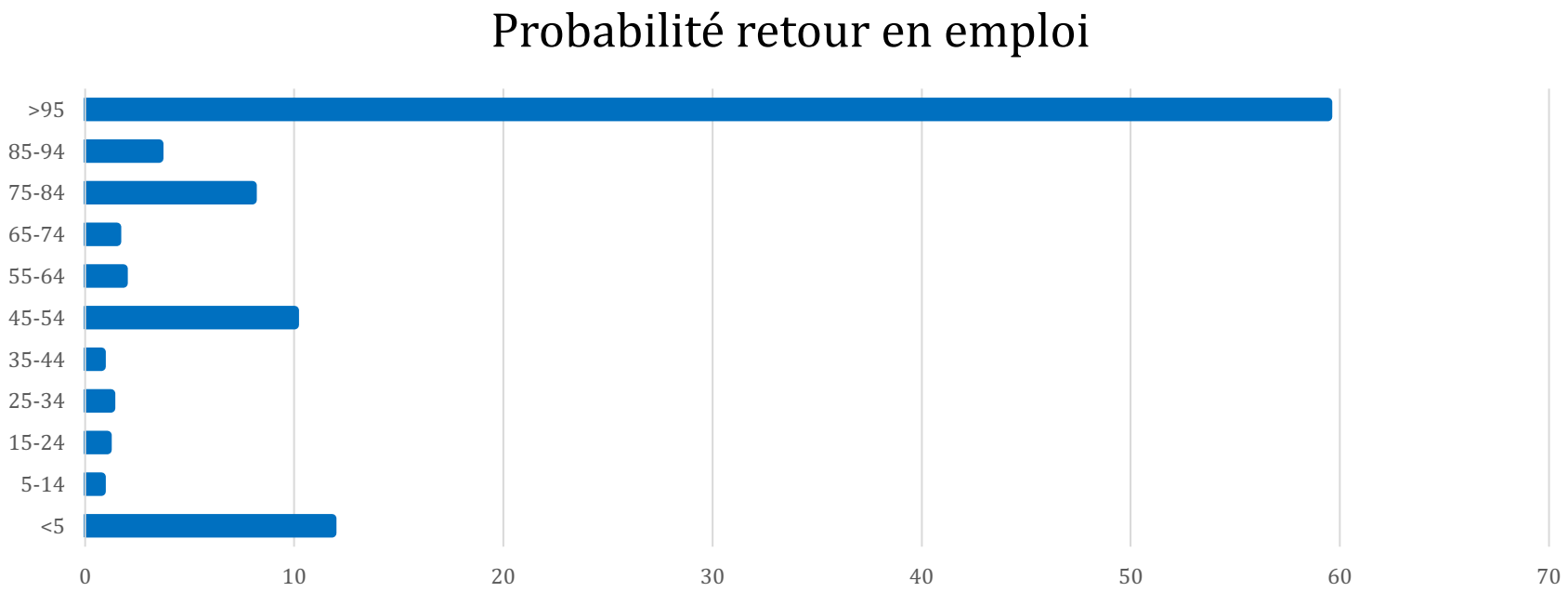
- On peut aussi simplement demander aux gens…

Lors d'une deuxième vague…

Supposez qu'en septembre 2020, votre situation d'emploi est revenue à ce qu'elle était avant que la COVID-19 n'ait perturbé l'économie en février / mars 2020. Puis, une seconde vague de coronavirus amène le gouvernement à fermer de nouveau les écoles et les entreprises, et vous perdez votre emploi de manière définitive. Afin d'aider les travailleurs, le gouvernement décide de **verser une prestation mensuelle de 2 000 $ pour un maximum de 4 mois** à toute personne ayant perdu son revenu de travail à cause du virus**, tant que celle-ci est sans emploi**.

Supposez maintenant que, lorsque les entreprises rouvrent après un mois, en octobre 2020, vous recevez une offre pour un emploi équivalent à celui que vous avez perdu à cause de la deuxième vague de COVID-19 de l'automne 2020. À la lumière de la politique décrite ci-dessus mise en place par le gouvernement pour soutenir les travailleurs, quelle est la probabilité que vous retourniez au travail? Nous vous rappelons que 0 signifie « probabilité nulle » et que 100 signifie « certitude absolue ».

Des intentions qui varient beaucoup…



Source : Enquête IRE-CREEi-CIRANO de mai 2020. Statistiques pondérées selon le recensement de 2016.
2 177 répondants rapportent une probabilité alors que 832 semblent incertains.

RETOUR